

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
09-023

RÈGLEMENT SUR LES RÉSEAUX CÂBLÉS

Vu l'article 16 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., chapitre C-47.1);

Vu les articles 67.1 et 202 à 217 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4);

À l'assemblée du 27 avril 2009, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

CHAPITRE I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« appareil hors sol » : un piédestal, un appareil de sectionnement sur socle, un transformateur sur socle ou tout autre accessoire complémentaire à un réseau câblé souterrain excepté un fût d'éclairage ou de feux de circulation ainsi qu'une borne de raccordement commune;

« bénéficiaire » : toute personne, autre que le titulaire d'un permis de construction ou d'une approbation de la commission visée à l'article 4 du Règlement sur la Commission des services électriques de Montréal (02-101), qui est propriétaire d'un immeuble non desservi par un réseau câblé souterrain, qui bénéficie de l'ensemble ou de parties de travaux de construction d'un tel réseau. Le bénéfice est considéré reçu non seulement lorsque la personne utilise réellement le réseau câblé souterrain, mais aussi lorsque ce réseau lui profite ou est susceptible de profiter à l'immeuble dont il est propriétaire;

« borne de raccordement commune » : cabinet de raccordement hors sol destiné au service de distribution d'électricité, de télécommunication, de câblodistribution et d'éclairage public qui est utilisé comme support pour un fût d'éclairage ou de feux de circulation;

« commission » : la Commission des services électriques de Montréal;

« mail central » : séparateur de circulation situé au centre d'une voie de circulation à chaussées divisées, la plupart du temps au centre d'une rue collectrice, d'une artère ou d'un boulevard. Le mail central peut être soit en béton, soit constitué de bordures et d'une surface gazonnée, soit d'une bordure de type New-Jersey;

« réseau câblé » : un réseau aérien ou souterrain de distribution d'électricité, de télécommunication, d'éclairage de rues et de feux de circulation ainsi que tout appareil ou structure qui s'y rattache;

« ruelle » : une voie secondaire donnant accès à des terrains riverains déjà desservis par une voie publique;

« voie publique » : un espace public réservé à la circulation des véhicules et des piétons et donnant accès à des terrains riverains, excluant une ruelle.

CHAPITRE II

POTEAUX, RÉSEAUX CÂBLÉS ET APPAREILS HORS SOL

SECTION I

INSTALLATION DE POTEAUX

2. Il est interdit d'installer un poteau qui se rattache à un réseau câblé, sauf pour l'une ou l'autre des finalités suivantes :

- 1° remplacer un poteau existant;
- 2° prolonger en souterrain un réseau câblé aérien;
- 3° réaliser une traverse de voie publique ou de ruelle en souterrain;
- 4° répondre à des besoins temporaires pour une période maximale d'un an;
- 5° installer une liaison aérosouterraine ou un branchement aérosouterrain.

SECTION II

PROLONGEMENT D'UN RÉSEAU CÂBLÉ

3. Le prolongement d'un réseau câblé nécessaire à toute nouvelle construction doit être réalisé de façon souterraine.

SECTION III

RÉSEAU CÂBLÉ AÉRIEN EXISTANT

4. Lorsqu'un réseau câblé aérien est situé en cour avant ou dans l'emprise de la voie publique, le raccordement nécessaire à toute nouvelle construction ou bâtiment transformé doit être réalisé :

- 1° pour un terrain situé du même côté de la voie publique que le réseau câblé, de façon aérienne et sans ajout de poteau, ou souterraine avec ou sans ajout de poteau;
- 2° pour un terrain situé du côté opposé au réseau câblé aérien le long de la voie publique, de façon souterraine, avec ou sans ajout de poteau. Tout poteau ajouté doit être du même côté de la voie publique où se trouve le réseau câblé.

5. Lorsqu'un réseau câblé aérien est situé ailleurs qu'en cour avant ou dans l'emprise de la voie publique, le raccordement nécessaire à toute nouvelle construction ou bâtiment transformé peut être réalisé de façon aérienne ou souterraine, avec ou sans ajout de poteau.

SECTION IV RÉSEAU CÂBLÉ SOUTERRAIN EXISTANT

6. L'entrée électrique ou de télécommunication de toute nouvelle construction ou celle modifiée au moment de la transformation d'un bâtiment, lorsque cette construction ou ce bâtiment est situé sur une rue où existe un réseau câblé souterrain, doit :

- 1° se raccorder au réseau câblé souterrain s'il est opérationnel;
- 2° pouvoir s'y raccorder s'il est non opérationnel. Jusqu'au moment de ce raccordement, l'installation de poteaux temporaires est autorisée conformément au présent règlement.

SECTION V PLAN DIRECTEUR D'ENFOUISSEMENT DES FILS ET POTEAUX

7. L'entrée électrique ou de télécommunication de toute nouvelle construction ou celle modifiée au moment de la transformation d'un bâtiment, lorsque cette construction ou ce bâtiment est situé le long d'une rue recommandée au plan directeur d'enfouissement des fils et poteaux, tel que montré à l'annexe A du présent règlement, doit être réalisée de façon à recevoir le futur réseau câblé souterrain. D'ici ce raccordement, l'installation de poteaux temporaires est autorisée conformément au présent règlement.

SECTION VI APPAREILS HORS SOL POUR L'ALIMENTATION ÉLECTRIQUE, DE TÉLÉCOMMUNICATION, D'ÉCLAIRAGE DE RUE ET DE FEUX DE CIRCULATION

8. Tout appareil hors sol est interdit dans l'emprise d'une voie publique et dans un parc.

Malgré le premier alinéa, un appareil hors sol est autorisé s'il se trouve dans l'une des situations suivantes :

- 1° sur un terrain situé entre deux voies publiques qui n'est pas un mail central;
- 2° dans l'emprise d'une voie publique immédiatement adjacente à un chemin de fer et à plus de 3 m de la chaussée ou du trottoir.

9. Tout appareil hors sol est interdit dans une cours avant et dans une marge avant.

Malgré le premier alinéa, un appareil hors sol situé sur un terrain bordé par plus d'une voie publique est autorisé s'il se trouve :

- 1° dans une cour et marge avant non adjacente à une façade qui comporte une entrée principale;
- 2° à plus de 10 m de l'intersection de voies publiques;
- 3° à plus de 5 m de la voie publique, et
- 4° à au moins 1 m de la limite arrière du terrain.

Malgré le deuxième alinéa, un appareil hors sol n'est pas autorisé dans la partie commune aux deux cours avant et marges avant.

10. Tout appareil hors sol autorisé en vertu de l'article 9 et situé dans une ruelle doit respecter les conditions suivantes :

- 1° son érection ne doit pas nuire au passage d'un véhicule automobile d'au moins 2 500 mm de largeur;
- 2° il doit avoir les dimensions suivantes :
 - a) une hauteur maximale de 1 905 mm (excluant la base);
 - b) une largeur maximale de 2 100 mm;
 - c) une profondeur maximale de 400 mm.

11. Tout appareil hors sol autorisé en vertu de l'article 9 et situé ailleurs que dans une ruelle doit avoir les dimensions suivantes :

- 1° une hauteur maximale de 1 900 mm (excluant la base);
- 2° une largeur maximale de 2 000 mm;
- 3° une profondeur maximale de 2 540 mm.

SECTION VII

APPAREILS ET ÉQUIPEMENTS INSTALLÉS SUR UN POTEAU

12. Tout appareil et équipement liés à la distribution électrique, à la télécommunication, à l'éclairage de rues et aux feux de circulation installés sur un poteau doivent respecter les conditions suivantes :

- 1° il doit être installé sans qu'un arbre soit émondé;
- 2° il doit avoir les dimensions suivantes :
 - a) une hauteur maximale de 1 500 mm;
 - b) une largeur maximale de 650 mm;
 - c) une profondeur maximale de 450 mm;
- 3° il doit être situé à plus de 3 m d'un bâtiment principal;
- 4° il doit, s'il se trouve à moins de 2 150 mm de hauteur du sol :
 - a) avoir un dégagement latéral minimal de 450 mm par rapport à la chaussée;
 - b) avoir un dégagement latéral minimal de 450 mm par rapport au côté du trottoir qui ne jouxte pas la chaussée s'il est installé sur un poteau situé à l'extérieur de ce trottoir;
 - c) se trouver sur un poteau situé à une distance supérieure à 7 000 mm de la courbe du trottoir qui jouxte la chaussée à une intersection;
 - d) se trouver de façon à ce que la largeur du trottoir ne soit pas obstruée sur une distance minimale de 1 500 mm.

CHAPITRE III

TRAVAUX DE CONSTRUCTION

13. Les coûts des travaux de construction des réseaux câblés souterrains sont à la charge du titulaire d'un permis de construction ou d'une approbation de la commission visée à l'article 4 du Règlement sur la Commission des services électriques de Montréal (02-101) ainsi que du bénéficiaire en fonction du bénéfice reçu.

Le premier alinéa ne s'applique pas aux travaux de construction des structures nécessaires à l'enfouissement des réseaux câblés visés par le Règlement sur les ententes relatives à des travaux municipaux (08-013).

CHAPITRE IV

APPLICATION

14. Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire de la Ville.

15. Le conseil de la Ville délègue l'application du présent règlement à la commission.

16. L'emplacement de tout poteau et appareil hors sol, dont l'installation est autorisée par le présent règlement, doit être approuvé par la commission conformément à l'article 4 du Règlement sur la Commission des services électriques de Montréal (02-101).

17. En cas d'incompatibilité entre une disposition du présent règlement et une disposition contenue dans un règlement antérieur adopté par une municipalité visée à l'article 5 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4) ou par un arrondissement relatif à des réseaux câblés, la première prévaut.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS PÉNALES

18. Une personne qui contrevient à une disposition du présent règlement commet une infraction et est passible :

1° s'il s'agit d'une personne physique :

- a) pour une première infraction, d'une amende de 500 \$ à 1 000 \$;
- b) pour toute récidive, d'une amende de 1 000 \$ à 2 000 \$;

2° s'il s'agit d'une personne morale :

- a) pour une première infraction, d'une amende de 1 000 \$ à 2 000 \$;
- b) pour toute récidive, d'une amende de 3 000 \$ à 4 000 \$.

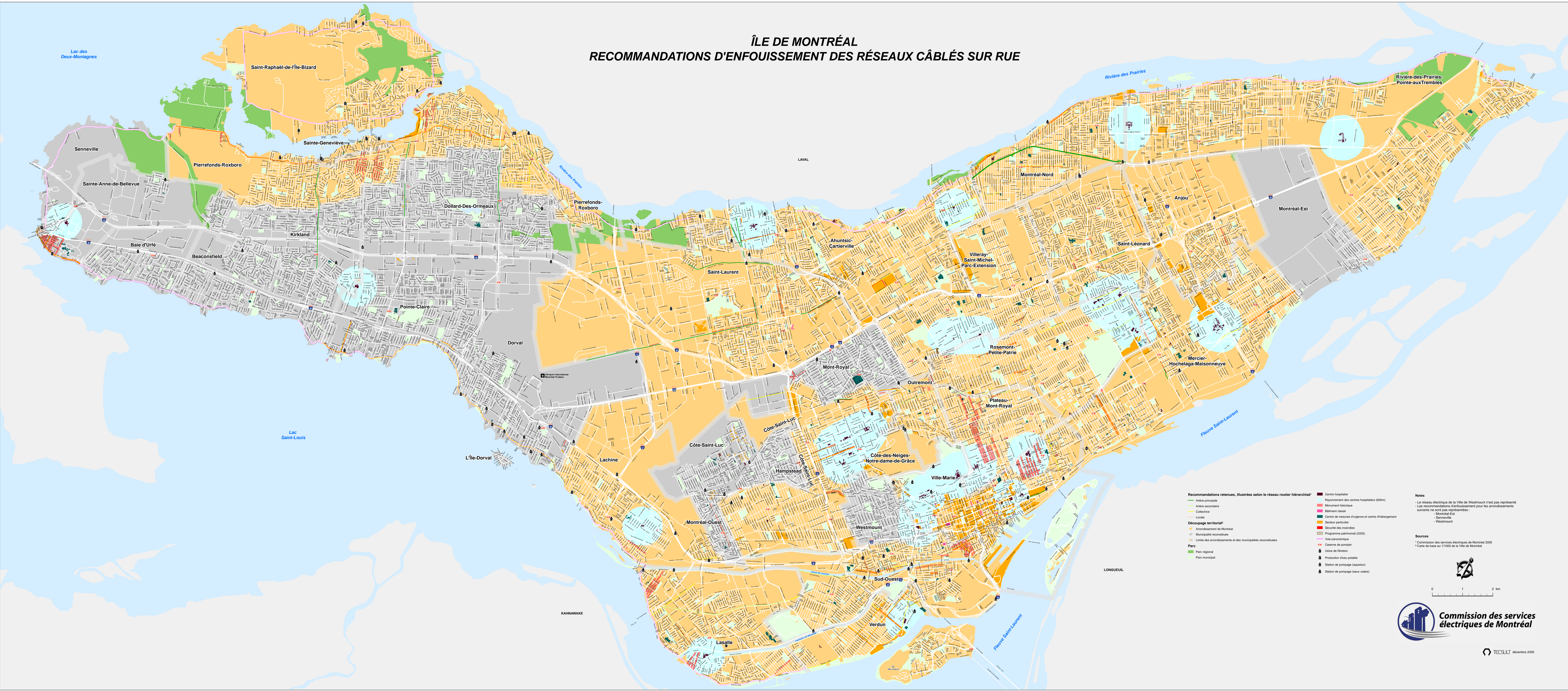
ANNEXE

PLAN DIRECTEUR D'ENFOUISSEMENT DES FILS ET POTEAUX

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le 6 mai 2009.

ÎLE DE MONTRÉAL

RECOMMANDATIONS D'ENFOUISSEMENT DES RÉSEAUX CÂBLÉS SUR RUE



- Recommandations retenues, illustrées selon le réseau routier hiérarchisé**
- Artère principale
 - Artère secondaire
 - Collectrice
 - Locale
- Découpage territorial¹**
- Arrondissement de Montréal
 - Municipalité reconstruite
 - Limite des arrondissements et des municipalités reconstruites
- Parc**
- Parc régional
 - Parc municipal
- Centre hospitalier
 - Rayonnement des centres hospitaliers (800m)
 - Monument historique
 - Bâtiment classé
 - Localité
 - Centre de mesures d'urgence et centre d'hébergement
 - Secteur particulier
 - Sécurité des incendies
 - Programme patrimonial (2002)
 - Voie péroramique
 - + Caserne de pompier
 - + Usine de filtration
 - + Production d'eau potable
 - + Station de pompage (aqueduc)
 - + Station de pompage (eaux usées)

Notes

- Le réseau électrique de la Ville de Westmount n'est pas représenté
- Les recommandations d'enfouissement pour les arrondissements suivants ne sont pas représentées:
 - Montréal-Est
 - Senneville
 - Westmount

Sources

- ¹ Commission des services électriques de Montréal 2005
- ² Carte de base au 1/1000 de la Ville de Montréal

